



Jordanie

Nom officiel : Royaume hachémite de Jordanie. Le drapeau de Jordanie comprend le triangle rouge qui symbolise la « maison hachémite » de Mahomet, trois bandes de couleur représentant trois anciennes dynasties arabes (les Abbassides de Bagdad, les Omeyyades de Damas et les Fatimides du Caire) ainsi que l'étoile à sept branches qui représente les sept versets de la première sourate du Coran, l'unité des peuples arabes et correspondrait peut-être également aux sept collines sur laquelle Amman, la capitale, est construite.

Capitale : Amman (4 millions d'habitants).

Appartient à la Ligue Arabe, au FMI et à l'ONU



	Jordanie	France	Jordanie/France
Superficie	89 320 km ²	643 801 km ²	14%
Population	10 millions*	67 millions*	15%
PIB	36 Mrd €*	2 349 Mrd €*	1,5%
PIB par habitant en SPA	NC	104 €*	
Indice de développement Humain	0,735	0,901	
Rang/indice de développement humain	86 ^{ème}	24 ^{ème}	
Espérance de vie des hommes	72,6 ans***	79,6 années**	- 7 années
Espérance de vie des femmes	76,1 ans***	85,6 années**	- 9,5 années
Taux de fécondité	3,31 **	1,9**	+1,41
Taux de naissances hors mariage	NC	60% **	NC
Taux d'activité masculin – 15 à 64 ans	NC	76% *	NC
Taux d'activité féminin – 15 à 64 ans	15%	68% *	NC
Taux travail à temps partiel des femmes	NC	22% **	NC
Taux de chômage/population active	15,8% ***	9% **	+ 6,8 points
% population en risque de pauvreté avant TS	NC	24% *	NC
% population en risque de pauvreté après TS	NC	13% *	NC
% en situation de privation matérielle sévère	NC	4% *	NC
Revenu médian disponible/habitant	NC	22 077 €*	NC

Sources : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD 2018 pour IDH

France : Eurostat et OCDE : données 2017 (*), données 2016 (**)

Jordanie : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/jordanie/presentation-de-la-jordanie/>,
<https://datosmacro.expansion.com/paises/jordania> – données 2018 (*) - données 2017 (**) - données 2016 (***)

I. ORGANISATION ET PERSONNES COUVERTES

1. Organisation

La sécurité sociale en Jordanie est assurée en grande partie par quatre grands programmes :

- Un programme d'assurance sociale publique géré par la sécurité sociale (Social Security Corporation, SSC), qui couvre tous les travailleurs âgés de 16 à 60 ans pour les hommes et de 16 à 55 ans pour les femmes s'ils sont soumis aux règles du droit du travail, indépendamment de leur sexe ou de leur nationalité. Il couvre également les agents de la fonction publique non soumis à la loi des pensions civiles et militaires de retraite et les Jordaniens employés d'une mission étrangère politique, militaire ou internationale en Jordanie ;
- Un programme public pour le service civil et militaire, en cours de transfert à la SSC ;
- Un filet de sécurité à travers le Fonds national d'aide (National Aid Fund, NAF) financé par l'Etat ;
- Un programme d'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UN Relief and Works Agency, UNWRA) pour les réfugiés palestiniens ;
- Les associations et les syndicats professionnels bénéficie de l'assurance médicale sur la base d'une cotisation annuelle.

Le Ministère du Travail assure une surveillance générale des prestations en espèces de maladie. La Sécurité sociale verse les prestations de maternité.

Le Ministère du développement social assure une supervision générale de la politique familiale. Le Fonds national d'aide administre le programme.

2. Personnes couvertes

Bien que la sécurité sociale ne couvre pas encore la totalité de la population, la Jordanie est engagée dans l'extension de la sécurité sociale pour tous.

Entre 2007 et 2010, le taux de couverture de la population économiquement active est passé de 40% à 52% à la suite de la loi temporaire sur la sécurité sociale adoptée en 2010. Celle-ci a permis l'extension de la couverture sociale aux travailleurs des petites entreprises et de l'agriculture et a également créé l'assurance maternité et l'assurance chômage.

En 2011, la part de la population couverte par une assurance maladie se situe autour de 80% mais les dépenses de santé non remboursées correspondaient à 25 % des dépenses totales de santé entre 2007 et 2011.

La majorité des personnes sont couvertes par la sécurité sociale du fait de cotisations individuelles et volontaires ou par leur employeur.

Les enfants de moins de 6 ans et les personnes âgées sont prises en charge par le Gouvernement.

3. Financement de la protection sociale

Cotisations au 1er janvier			
Risques	Employeur	Salarié	Plafond mensuel
Maladie-maternité	0,75%	6,5%	
Vieillesse-invalidité ³ -survivants, Accidents du travail maladies professionnelles	11%	1%	
Chômage	0,5%	0%	

II. LA POLITIQUE FAMILIALE

La politique familiale en Jordanie repose sur un système d'assistance sociale pris en charge intégralement par le Gouvernement quand les revenus ne dépassent pas un certain plafond et la personne rencontre des difficultés (ex : les personnes âgées, les orphelins de moins de 18 ans, les familles rencontrant des problèmes de santé ou de nutrition).

- L'aide mensuelle peut aller de 45 à 200 dinars en fonction de la situation du ménage et du nombre de bénéficiaires éligibles. Sous certaines conditions, un avantage supplémentaire pouvant aller jusqu'à 100 dinars peut être versé tous les trois mois.
- En cas d'urgence, un montant forfaitaire de 100 à 1 200 dinars est versé en fonction de la situation du ménage et une somme forfaitaire supplémentaire pouvant aller jusqu'à 200 dinars peut être également versée.

III. L'ASSURANCE MALADIE MATERNITE

1. La couverture maladie

La couverture maladie (prestations en espèces) repose sur l'employeur. Elle couvre les salariés du secteur privé et les employés du secteur public. Les fonctionnaires et les militaires relèvent de régimes spéciaux.

La couverture maladie permet de garantir au travailleur salarié 100% de son dernier salaire dans la limite de 14 jours par an prolongeables jusqu'à 21 jours en cas d'ancienneté de cinq ans chez le même employeur.

2. La maternité

La couverture maternité (prestations en espèces) est financée par les employeurs. Elle s'étend aux employées du secteur privé et aux citoyennes jordaniennes travaillant dans des missions diplomatiques ou pour des organisations internationales, à l'exclusion des travailleurs indépendants et des travailleurs occasionnels. Les fonctionnaires et militaires relèvent de régimes spéciaux.

Le montant des indemnités s'élève à 100% du dernier salaire mensuel pendant une période maximale de 10 semaines.

L'employeur consacre 0,75% de sa masse salariale mensuelle brute pour financer le risque maternité.